

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/HondurasNon-a-la-dictamolle-clintonienne>

HondurasNon à la « dictamolle » clintonienne.

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : lundi 3 août 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Guillermo Almeyra

[La Jornada](#) . Mexico, le 2 août 2009.

[Leer en español](#)

Le coup d'État au Honduras n'a pas seulement eu pour objectif liquider le plus faible maillon de l'Alba, le Honduras, avec son président Manuel Zelaya, qui malgré son origine conservatrice, entreprenait de timides réformes sociales et, pour des raisons économiques, s'approchait du Venezuela, ce qui le faisait apparaître comme un dangereux « révolutionnaire ». Il est aussi orchestré pour renforcer la déstabilisation du Guatemala (dont le président Colom est actuellement dans le collimateur de l'impérialisme), le Salvador (où le Front Farabundo Martí de Libération Nationale a gagné les élections, mais pas le pouvoir, qui continue à être entre les mains de l'extrême-droite) et le Nicaragua. Les États-Unis, grâce à ses serviteurs, veut ainsi renforcer, stratégiquement, la faible soudure isthmienne du Plan Mérida (Lire en anglais : [Mérida Initiative](#) ou en espagnol : [Iniciativa Mérida](#)), pour mettre en place du Mexique à la Colombie un corridor de la domination étasunienne et pour convertir ce dernier pays, sous la dictature d'Uribe, en tête de pont, une espèce d'Israël en Amérique du Sud, pour contrôler le Venezuela, le Caribe, l'Équateur, le Brésil.

Le coup civico-militaire a été soigneusement préparé dans la base étasunienne de *Soto Cano*, avec la présence de l'ambassadeur des États-Unis Hugo Llorens [Lire : [Le pedigree de Hugo Llorens, l'ambassadeur des Etats-Unis en Honduras](#)]. Lui est parti et il a emmené sa famille avec lui, bien qu'il fut au courant, pour ne pas apparaître trop lié aux gorilles honduriens que les États-Unis ont formé et connaissent depuis l'époque de John Dimitri Negroponte et de l'Irangate (l'armement des contras nicaraguayens avec des armes remises depuis l'Honduras et payées par de la drogue par la CIA), qui a aussi été le chef direct de Llorens. Negroponte, ex-secrétaire national à la sécurité de Bush, ex-représentant à l'ONU, ex-gouverneur de l'Irak, n'est pas l'unique conspirateur de haut vol : par exemple, le fantoche putschiste Micheletti a comme conseillers deux importants assistants de Bill Clinton ; Lanny Davis (qui l'a conseillé pendant le scandale provoqué par sa relation avec Monica Lewinsky, a été le conseiller le plus virulent de Hillary Clinton dans la lutte contre Obama et il est conseiller du Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée, l'axe de l'oligarchie locale) et Bennet Ratcliff. Par conséquent, il est absolument impossible que le Département d'État (c'est-à-dire, Hillary Clinton) et le Pentagone aient été surpris par le coup si « téléphoné » et si grossièrement organisé par quatre gorilles sûrs de leur impunité.

Par conséquent, le coup est une torpille sous la ligne de flottaison de la tentative d'Obama de détente avec l'Amérique Latine et même avec Cuba et, fut lancée par la droite conservatrice étasunienne, tant du Parti Démocrate, comme Hillary Clinton et son clan que de la droite républicaine (grâce aux liens des bushistes avec les militaires et la droite Latinoaméricaine). C'est le premier affaiblissement sérieux et depuis Washington même, d'Obama lui-même, à qui cette droite réserve le même rôle que Oscar Arias - ce bon serviteur connu des Etats-Unis - veut donner à Zelaya : celui du président *pour la galerie*, fantoche et limité, sans aucune possibilité d'initiative, avec une politique extérieure absolument contrôlée par le Département d'État. En effet, l'opinion qu'Obama « est un petit nègre qui ne sait de rien de rien », elle a été formulée par le ministre des Affaires étrangères des putschistes honduriens mais, bien qu'ils ne l'expriment pas encore ouvertement, elle est partagée par tous les saints qu'ont les gorilles dans le paradis de l'*establishment* étasunien.

Le coup hondurien est mené contre les pays voisins liés à Chavez et à Cuba, il est contre le Venezuela et Cuba, contre tous les gouvernements « progressistes » d'Amérique du Sud et c'est aussi un coup sans Obama et contre Obama. La proposition aberrante d'Arias est fonctionnelle pour les putschistes. Il leur permet de gagner du temps pour organiser leur pouvoir de fait et pour fatiguer et démoraliser les partisans du président constitutionnel. Il les récompense de plus avec une proposition d'amnistie bien qu'ils ont fait un coup d'État, ont assassiné les gens qui défendaient la Constitution et sont « des traîtres infâmes à la patrie », passibles d'exécution. Par-dessus le marché, selon l'Accord de San José, Zelaya aurait à admettre à des postes clés de son cabinet éphémère ceux qui l'ont

séquestré, déporté de son propre pays, insulté, falsifié sa signature dans une lettre infâme de démission et qui oppriment par la terreur le peuple hondurien, et il serait seulement l'otage de ces gens.

Si l'on accepte la « solution » Clinton (solution pour les putschistes), c'est la porte ouverte aux futurs coups et la *dictamolle* (dictatures militaires avec des façades « légales »). L'alternative est difficile, mais c'est l'unique qui est positive : repousser l'arbitrage Arias-Clinton et prendre la tête, en Honduras même, d'un processus de lutte, par tous les moyens possibles, pour imposer une assemblée nationale constituante qui décide qui et comment va gouverner le pays. Ou bien, essayer de créer une brèche dans les forces armées et la police grâce à la mobilisation insurrectionnelle, comme en Bolivie face à Sanchez de Lozada ou au Venezuela, quand le gouvernement Chavez a subi un coup d'Etat.

Zelaya, fils d'un assassin de gauchistes, leader d'un parti conservateur traditionnel, qui s'est orienté vers une politique plus avancée surtout pour des raisons d'opportunité et pour ne pas avoir calculé les conséquences que cela aurait, a démontré du courage mais probablement ne pourra pas prendre la tête de ce type de lutte, bien qu'il pourrait l'initier. Le peuple hondurien et les secteurs de gauche qui exigent son retour inconditionnel au gouvernement sauront alors comment battre les putschistes et leur faire payer leur crime contre la Constitution avec des processus publics.